

IRAK : DES ITALIENS ASSEZ CHICHES

Les autorités italiennes ont revu à la baisse les livraisons d'armes destinées aux Kurdes irakiens (TTU n° 830). Si les roquettes antichars pour RPG-7 et RPG-9 (2 000 au total) figurent toujours sur la liste, il semblerait, en revanche, que les systèmes AT-6 Spigot et les roquettes de 122 mm pour BM-21 aient été rayés de celle-ci, alors que les munitions de 7,62 x 39 mm et de 12,7 x 108 mm ne dépasseraient pas le nombre de 400 000 unités au total. «Après inventaire des stocks disponibles, nos militaires se sont aperçus que, parmi les armes livrées aux rebelles libyens en 2011, certaines n'avaient pas été pointées, notamment les missiles AT-6 Spigot», nous a expliqué un fonctionnaire du ministère italien de la Défense. Pour faire bonne mesure, une centaine de mitrailleuses polyvalentes MG-42/56, avec 250 000 cartouches en 7,62 mm Otan, ainsi qu'une autre centaine de mitrailleuses lourdes Browning M2, avec autant de coups en 12,7 mm Otan, ont été ajoutés à la liste des fournitures dressée par Rome et communiquée à la Chambre par Roberta Pinotti, ministre de la Défense, à la fin de la semaine dernière. «En fait, ces mitrailleuses disposeront chacune d'à peine 2 500 coups. Ce qui signifie que si les Kurdes ne reçoivent pas d'autres munitions occidentales, ils pourront toujours utiliser nos mitrailleuses comme massues», se hasarde ainsi à plaisanter le fonctionnaire italien. Avant de procéder aux livraisons, le ministère de l'Economie devra donner son accord pour couvrir les frais de l'opération, soit 1,9 million d'euros. Une somme dérisoire par rapport aux 70 millions d'euros de matériel que livrera l'Allemagne, dont, notamment, 5 véhicules Dingo, 30 postes de tir Milan avec 500 missiles, 240 lance-roquettes antichars Panzerfaust avec 3 500 roquettes associées, un millier de grenades à main, 8 000 fusils d'assaut G3 avec 2 millions de cartouches et 8 000 G-36 avec 4 millions de cartouches, auxquels viennent s'ajouter des systèmes individuels de protection balistique et de l'équipement radio. «Même les Tchèques et les Albanais ont fait mieux que nous», observe le fonctionnaire. En effet, les premiers fourniront 18 millions de cartouches en 7,62 mm, 5 000 roquettes de RPG-7 et 5 000 grenades à main pour une valeur de 2 millions d'euros environ, alors que les autres devraient livrer pour 2,2 millions d'euros de matériels divers, dont 22 millions de cartouches de 7,62 mm et plus de 40 000 obus d'artillerie et de mortiers de différents calibres. Précisant que les Italiens ont quand même proposé aux Albanais de transporter pour eux toutes ces munitions jusqu'à destination.

Un CASA C295 plus performant

Plusieurs spotters ont observé, au début du mois d'août, près de Séville, le vol d'un avion CASA C295 non peint et doté d'une tourelle FLIR, d'un radar ventral, probablement d'une antenne radar latérale et de divers capteurs, dont certains installés sous la voilure de l'appareil et au-dessus du poste de pilotage. Selon certaines sources, il s'agit de l'un des appareils destinés à l'armée de l'air omanaise (RAFO), qui a commandé une douzaine de C295, pour servir

notamment à des missions de sauvetage et de recherche maritime. Cependant, les systèmes observés diffèrent notablement des versions de patrouille et de surveillance maritime C295 "Persuader", déjà livrées en particulier aux marines portugaise ou chilienne. Le nouvel acheteur, que ce soit le sultanat d'Oman ou un autre pays, bénéficierait ainsi d'une nouvelle version du C295, dotée, de toute évidence, de moyens de détection et de renseignement accrus.

Rente djihadiste

130 000 à 140 000 barils/jour, telle est la capacité globale des champs pétroliers tombés dans l'escarcelle de l'Etat islamique depuis le début de son offensive en juin dernier. Dont notamment les gisements anciennement opérés par les compagnies Shell et Total dans la région de Deir Ez Zor en Syrie, qui représentent à eux seuls 90 000 barils/jour. Des chiffres qui doivent néanmoins être minorés, compte tenu des dommages subis par les installations lors des combats, du manque de pièces détachées rendant difficile les réparations et l'entretien courant et du peu de compétence du personnel appartenant à l'Etat islamique ou contraint de travailler sous les ordres des djihadistes. Si l'on y ajoute les obstacles logistiques et politiques auxquels se heurte la commercialisation de la production, on peut estimer à seulement 20 à 30 % de la capacité théorique les quantités de brut qui atteignent les marchés via divers intermédiaires, tout en transitant principalement par la Turquie. Elles sont alors vendues avec un différentiel important conduisant à un prix final de l'ordre de 40 à 45 dollars/baril. Les revenus nets pour l'Etat islamique provenant du seul secteur pétrolier atteindraient ainsi, selon plusieurs sources locales, environ deux à trois millions de dollars/jour. Une contribution régulière et substantielle à la pérennité financière de l'organisation djihadiste, que seule la destruction ciblée et contrôlée des installations productrices par des opérations militaires menées au sol semble pouvoir arrêter.

► Inquiétude montante

Les derniers revers subis par le régime syrien, notamment la perte de l'aéroport militaire de Tabqa (province de Raqqa), ont été particulièrement mal ressentis par la communauté alaouite, compte tenu du nombre de soldats capturés et tués par l'Etat islamique. Certaines sources évoquent 40 000 soldats alaouites morts au combat depuis le début de la guerre civile. Une campagne a été lancée sur les réseaux sociaux syriens, qui reflète une contestation montante au sein de cette communauté. En outre, quelques familles alaouites de "disparus" ont organisé un sit-in sur la place des Omeyyades de Damas. Une information — non confirmée — fait état du limogeage, la semaine dernière, du colonel Hafez Makhlof, chef du contre-espionnage syrien et cousin du président, qui aurait été remplacé par Ahmad Zaher. Ce qui serait un signe de la fébrilité actuelle du régime et du clan Assad.

► Mobilisation au Maghreb

Les pays du Maghreb se montrent très inquiets du chaos en Libye. Alors que les mouvements djihadistes, comme Al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar Al-Charia et Al-Mourabitoune, ont établi des bases arrières dans l'est et le sud libyen, l'Algérie et la Tunisie s'alarment de la prolifération des groupes armés dans les zones frontalières avec la Libye. Les autorités de ces pays ont donc renforcé la mobilisation de leurs forces de sécurité. Quant au Maroc, il a récemment déployé des batteries de missiles sol-air pour protéger certains sites sensibles contre des attentats suicides qui pourraient être effectués, notamment au moyen d'un des douze avions civils libyens qui sont aux mains des milices islamistes.

ISRAËL : LES SERVICES PLUS PRUDENTS QUE NETANYAHU

La présence de combattants d'Al-Nosra et de l'Etat islamique dans le Golan, à quelques centaines de mètres de positions de l'armée israélienne, a contraint l'Etat hébreu à se mettre sur le qui-vive. L'état d'alerte a été renforcé. La construction des derniers kilomètres d'une clôture électronique de sécurité, capable de résister à des tirs d'obus de char, a été accélérée. Les vols de drones de surveillance ont été multipliés. Benjamin Netanyahu a lancé une campagne auprès de tous ses interlocuteurs étrangers, en mettant dans le même sac l'Etat islamiste (EI), le Hamas et le Hezbollah, en espérant ainsi favoriser la constitution d'une alliance tacite avec l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Jordanie, voire la Turquie. Les renseignements militaires israéliens, en revanche, ont une analyse beaucoup plus prudente. Selon un officier, il y a peu de chance dans l'immédiat que l'Etat islamique puisse s'en prendre à Israël. «Ils sont beaucoup trop occupés avec les forces de Bachar al-Assad», souligne-t-il. L'EI ne compte qu'un peu plus de 10 000 combattants, soit moitié moins que le Hamas. Certes très motivés, ces djihadistes sont pour la plupart mal entraînés. L'EI ne dispose pas d'alliés pour lui fournir des armes sophistiquées. «Si l'EI passait vraiment à l'offensive contre Israël, il deviendrait une cible légitime de notre aviation et des armes d'une très grande précision dont dispose notre armée de terre», poursuit l'officier. Les combattants djihadistes confrontés à une véritable armée devraient abandonner leur 4x4 pour ne plus être pris pour cibles, ce qui réduirait d'autant leur mobilité qui, jusqu'à présent, faisait leur force. Cette organisation est parvenue à se faire un nombre record d'ennemis : l'armée irakienne, la Jordanie, le Hezbollah, la Russie, l'Iran, les Peshmerga kurdes, l'armée syrienne... Les succès remportés par l'EI en Irak tenaient surtout à une vacance du pouvoir et à la complicité de la population sunnite. Dans les territoires palestiniens, de petits groupes commencent à se réclamer de l'EI et quelques drapeaux noirs de l'organisation ont fait leur apparition. Mais le Hamas a violemment réprimé dans le passé des mouvements djihadistes, notamment Jound Ansar Allah, un groupe qui projetait de créer un «émirat islamiste» à Gaza.

ALGÉRIE : UNE ALLIANCE ENTRE LES BERBÈRES

Une alliance se dessine en Algérie entre les différents mouvements berbérophones du pays. Le 30 août dernier, Tizi-Ouzou a été le théâtre pour la première fois d'une manifestation regroupant des représentants de trois de ces mouvements : le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), le Mouvement autonomiste chaoui (MAC) et le Mouvement pour l'autonomie du Mzab (MAM), le représentant de cette dernière organisation ayant regretté l'absence de Touaregs algériens et des «frères» de l'Azawad voisin. Sur près de 300 participants, près de la moitié était kabyle et l'autre mozabite, seulement une dizaine de Chaouis ayant été recensés après que certains d'entre eux eurent été arrêtés par la police la veille, en même temps que des militants mozabites. Le pouvoir algérien craint en effet que les Aurès, deuxième région berbérophone d'Algérie, ne suivent la dynamique contestataire de la Kabylie, comme cela s'était vu lors de la dernière campagne présidentielle, au moment de la «bourde» d'Abdelmalek Sellal à leur rencontre. C'est surtout la forte délégation mozabite qui s'est distinguée, avec à sa tête Kamel Eddine Fekhar, que l'on avait déjà vu main dans la main avec Ferhat Mehenni lors d'une manifestation à Paris le 20 avril dernier. La naissance d'un mouvement autonomiste mozabite est une nouvelle étape dans les événements qui secouent depuis un an la région de Ghardaïa, même si l'option autonomiste semble plus difficilement envisageable dans cette wilaya qui se caractérise par sa mixité ethnique — à la différence de la Kabylie, plus homogène. La radicalisation des Mozabites ne devrait pas se démentir après la condamnation, le 1^{er} septembre, à deux ans d'emprisonnement de l'internaute qui avait publié une vidéo montrant l'implication de membres des forces de sécurité dans les exactions commises dans le Mzab. Quant à la presse algérienne aux mains du pouvoir, elle s'est déchaînée récemment contre Kamel Eddine Fekhar, le quotidien arabophone *Ennahar* l'ayant accusé de «vendre» l'Algérie en publiant une photo de l'intéressé à Tanger avec le militant berbériste marocain Ahmed Assid. Si le Maroc ouvre effectivement ses portes aux militants berbères algériens, voire libyens, en Algérie, au contraire, des militants de la cause berbère originaires du Maroc ou de Libye sont régulièrement expulsés (comme le Libyen Madghis Madi en août 2013).

LA LIBYE, THÉÂTRE D'AFFRONTMENT RÉGIONAL

Tandis que les appels en faveur d'une intervention occidentale en Libye continuent, avec notamment celui du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, cette semaine, la diplomatie britannique s'active dans ce pays. L'émissaire de Londres, Jonathan Powell, a effectué une tournée à Tobrouk, Misrata et Tripoli, afin de convaincre les diverses forces en présence de conclure un cessez-le-feu et s'asseoir à la table des négociations pour trouver une issue à la crise. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis soutiennent le nouveau Parlement libyen présidé par Akila Salah Issa et le gouvernement dirigé par Abdallah al-Theni. Et appuient la démarche du général à la retraite Khalifa Haftar, qui a mis ses forces sous l'autorité du nouveau chef d'état-major de l'armée libyenne, le général Abdel Razzak Nadhourî. Les démarches de Jonathan Powell semblent avoir produit un début de résultat, puisque l'une des milices proches des Frères musulmans, le "Bouclier central", a reconnu la légitimité du Parlement élu. Elles se heurtent néanmoins à l'intransigeance des autres milices islamistes, comme celle d'Abdel Hakim Belhadj, gouverneur du conseil militaire de Tripoli, et celle du "Bouclier de l'ouest", commandée par Abou Obeida al-Zawi, qui contrôlent toujours la capitale et empêchent les services de l'Etat de fonctionner normalement. La Grande-Bretagne, comme les Etats-Unis et les autres puissances occidentales, tente d'éviter que la Libye ne se transforme en champ d'affrontement des puissances régionales. Ainsi, un axe Alger-Le Caire-Abou Dhabi soutient le gouvernement d'Abdallah al-Theni, le Parlement élu qui siège à Tobrouk et les forces du général Haftar, tandis qu'un axe concurrent Khartoum-Doha appuie les Frères musulmans et les milices islamistes, notamment celle d'Abdel Hakim Belhadj. Cette rivalité s'est manifestée dans l'incident de l'avion Antonov An-74, réquisitionné par les autorités libyennes : au cours d'une halte à Koufra, celles-ci ont découvert que cet appareil soudanais, qui devait rejoindre l'aéroport de Mitiga, près de Tripoli, transportait du matériel militaire. Une opération qui fait suite à la visite à Khartoum, le 4 septembre, de Nouri Abou Sahmein, président de l'ancien Parlement dominé par la mouvance islamiste, qui soutient aujourd'hui un autre gouvernement à Tripoli (voir *TTU* n° 830). L'homme d'affaires libyen Ahmed al-Zawi aurait servi d'intermédiaire dans cette livraison d'armes et de munitions. A noter que l'attaché militaire soudanais en Libye, le colonel Mouzammel Abou Bakr, connu pour ses liens avec Belhadj, a quitté Tripoli il y a quinze jours, à la suite des combats survenus dans la capitale.

LES HOUTHIS POUSSENT LEUR AVANTAGE AU YÉMEN

Le tout récent accord conclu entre les autorités yéménites et la rébellion chiite pour une sortie de la crise qui secoue le pays va-t-il tenir ? Rien n'est moins sûr à ce stade. Malgré l'adoption, le 29 août, par le conseil de sécurité des Nations unies d'une déclaration présidentielle relative au Yémen, condamnant les actions militaires des forces houthies qui ont pris la ville d'Amran et exhortant toutes les parties prenantes à «choisir la voie du dialogue et de la consultation pour régler leurs différends», les rebelles ont maintenu leur pression militaire sur les forces gouvernementales. Après avoir pris la localité d'Amran, au nord-ouest de Sanaa, et marqué des points contre les hommes de la tribu Hached et les groupes armés salafistes (voir *TTU* n° 829), les Houthis ont pris prétexte de la décision du gouvernement yéménite de hausser les prix des carburants pour faire déferler leurs partisans vers la capitale et organiser des sit-in géants sur la route de l'aéroport. Depuis la fin du mois d'août, les rebelles ont pris position dans des faubourgs de la capitale et semblent se préparer à une nouvelle confrontation avec les forces régulières. La poursuite de leur stratégie belliciste se précise donc avec le soutien de l'Iran, ce qui suscite l'inquiétude grandissante de l'Arabie Saoudite. Sur le plan politique, c'est la pression militaire des Houthis qui a conduit à la démission du gouvernement de Mohamed Basindawa et à l'offre lancée par le président Abd Rab Mansour Hadi au chef de la rébellion Abdel Malek al-Houthi de participer à un nouveau gouvernement d'union nationale.

► Montée en puissance

Les exportations de brut kurde via le terminal de Ceyhan, qui ont commencé fin mai et se sont poursuivies depuis, en dépit de leur interdiction par Bagdad (voir *TTU* n° 828), ont désormais atteint leur régime de croisière, à un niveau moyen de 90 000 barils/jour. 150 000 barils/jour en provenance des champs sont actuellement acheminés via l'Irak Turkey Pipeline (ITP), un rythme que le gouvernement de la région autonome (KRG) prévoit de doubler au cours des prochaines semaines. Par ailleurs, de petites quantités sont transportées par camions jusqu'au terminal. Erbil continue, cependant, de faire face à d'importantes difficultés dans la commercialisation de cette production, en raison des menaces de sanctions proférées par les autorités fédérales à l'encontre des acheteurs. Dans ce contexte, Israël resterait, pour l'instant, le principal client des ventes directes kurdes.

► Un lent dégel financier

2,8 milliards de dollars, c'est le montant prévu pour être versé à l'Iran au cours de la prolongation de quatre mois de la validité de l'accord intérimaire de novembre 2013 sur le dossier nucléaire, convenue en juillet avec le groupe P5+1. Un additif aux 4,2 milliards déjà réglés en janvier dernier, l'ensemble étant à valoir sur les 100 milliards de dollars appartenant à Téhéran, selon les estimations américaines, et qui sont gelés à l'étranger depuis la Révolution de 1979. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé, le 20 août, que l'Iran avait pris les mesures nécessaires à l'exécution des nouvelles mesures de transparence dans le domaine du nucléaire auxquelles il doit se conformer durant l'extension. Un premier versement d'un milliard de dollars a donc été effectué fin août. Les fonds provenant du Japon, qui soldait ainsi certains achats de brut iranien, ont été virés sur le compte de la banque centrale d'Iran ouvert à Mascate. Une nouvelle preuve du rôle d'intermédiaire joué par le sultanat dans le processus de normalisation en cours entre Téhéran et les grandes puissances occidentales.

► Le Drian en Egypte

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sera en Egypte dans les prochains jours pour y rencontrer son homologue. Au menu de la rencontre : la situation en Libye, au Mali (où l'Egypte doit envoyer des gendarmes) et en RCA, où des militaires égyptiens devraient participer à la Minusma. Par ailleurs, côté matériel militaire, si DCNS peut espérer la commande de deux corvettes Gowind supplémentaires, le rétrofit des avions Mirage 2000 égyptiens et l'achat de VAB Mark III amphibies pourraient également être à l'ordre du jour.

► Succès français à l'export

Le bataillon des opérations spéciales de la marine brésilienne a récemment réceptionné ses nouveaux fusils de sniping lourd, Hécate II, du groupe français PGM Précision, indiquent des sources de Brasilia. Utilisé par l'armée de terre française, le GIGN et le RAID, le fusil de précision à verrou en calibre 12,7 mm Hécate II a déjà connu d'autres succès à l'étranger, ayant été exporté en Suisse, en Pologne, en Slovénie et dans les pays baltes.

► Soucis comptables

Si l'optimisation est également au goût du jour au sein des forces armées américaines, le mieux est souvent l'ennemi du bien. Entre audits et mise au point de nouveaux logiciels de gestion de la ressource, les dépenses excèdent parfois les bénéfices attendus. Selon l'inspecteur général, l'armée de terre américaine a pourtant déjà dépensé plus de 725 millions de dollars pour un système destiné à mieux suivre les fournitures... et les dépenses. Au final, le système, lancé en 1997 sous le nom de «Global Combat Support System-Army», devrait revenir à 4,3 milliards de dollars. Le souci majeur au sein d'un Pentagone est lié au non-respect des multiples lois visant à harmoniser les procédures comptables.

LA MARINE ALGÉRIENNE S'ÉTOFFE

La société Orizzonte Sistemi Navali, contrôlée par le groupe Fincantieri, avec la participation de Selex ES (groupe Finmeccanica), a livré le nouveau BDSL (bâtiment de débarquement et de soutien logistique) "Kalaat Beni-Abbes" à la marine algérienne, au cours d'une cérémonie officielle qui s'est tenue, la semaine dernière, au chantier naval de Muggiano, près de La Spezia (Ligurie). Ce nouveau bâtiment, futur navire amiral de la marine algérienne commandé en 2011, représente une évolution technologique des unités de la classe San Giusto de la Marina Militare italienne. Long de 143 m pour une largeur de 21,5 m, le "Kalaat Beni-Abbes" affiche un déplacement à pleine charge de 8 800 tonnes. Ses deux moteurs diesel lui assurent une vitesse de vingt nœuds. Armé par un équipage de 152 marins, il peut accueillir plus de 450 hommes, soit l'équivalent d'un bataillon renforcé d'infanterie de marine. Outre son pont d'envol et ses deux plates-formes pour la mise en œuvre d'hélicoptères, il dispose d'un hôpital avec 60 lits et de plusieurs salles opératoires. Le contrat prévoit également la fourniture du support logistique et la formation des membres de l'équipage auprès de la Fincantieri Training Academy, ainsi que la construction en Algérie de trois chalands de débarquement. Destinées à être embarquées à bord du BDSL algérien, ces trois unités de 20 m de long peuvent accueillir chacune 140 fusiliers-marins ou un engin blindé de la classe des trente tonnes. Ces chalands de débarquement ne constituent pas le seul exemple de réalisation récente de l'industrie algérienne dans le domaine civil ou militaire, en coopération avec des partenaires étrangers. Ainsi, après la sortie, en mai dernier, du premier camion Mercedes-Benz des ateliers de Rouiba (près d'Alger), l'Algérie a mis au point du matériel électronique de dernière génération. Ce matériel sortira la semaine prochaine de l'usine de la Société algérienne de fabrication de systèmes électroniques (Scafse), basée sur le site de l'Enie (Entreprise nationale des industries électroniques) de Sidi Bel Abbès. Il s'agit de radars de détection terrestre, d'appareils de communication tactiques, de caméras jour et nuit opérant en infrarouge et de télémètres laser. Ces équipements sont le fruit d'un partenariat lancé en 2012 avec la co-entreprise allemande Defga (Deutsche Electronics Für Algerian), constituée par les groupes Airbus Defense & Space (ex-EADS Cassidian), Rohde & Schwarz et Carl Zeiss.

NOUVEAU RADAR POUR CORVETTE ISRAËLIENNE

Des sources israéliennes de TTU confirment que la corvette Eilat de classe Saa'r V a été équipée d'un nouveau radar multifonctions EL/M-2248 MF-STAR, développé par IAI/ELTA. Cette installation, réalisée il y a quelques mois, dote le bâtiment d'un radar aux capacités similaires au système AEGIS américain. Les deux autres unités de classe Saa'r V (la "Lahav" et la "Hanit") devraient aussi être dotées du même radar dans les mois à venir. Une modernisation des capacités de détection et d'engagement de ces navires qui va accroître notablement leurs capacités antiaériennes, d'autant qu'elle devrait être suivie de l'installation de missiles à moyenne et longue portée Barak-8. Le système EL/M-2248 MF-STAR (Multi-Function Surveillance, Track And Guidance Radar) est un radar actif à balayage électronique (AESA) fonctionnant en bande S. Son poids réduit d'à peine sept tonnes permet son installation sur des navires de faible tonnage, tels que les Saa'r V, qui jaugent 1 100 tonnes. Le MF-STAR permet la poursuite simultanée de plusieurs centaines de cibles aériennes et navales et donc l'engagement simultané des missiles surface-air Barak-1 et antinavires (Harpoon) de la corvette. Il est également capable d'assurer les corrections de tirs du canon de 76 mm du navire. Si les performances de ce radar sont gardées confidentielles, ELTA laisse cependant entendre que son système permet la détection de missiles en vol rasant à une distance supérieure à 25 km et celle d'aéronefs à plus de 250 km. L'engin a, par ailleurs, déjà été installé sur les destroyers "Kolkata" et sur le porte-avions "Vikrant" de la marine indienne.

POLOGNE : RESTRUCTURER D'ABORD

En dépit des craintes générées par la crise russo-ukrainienne, le temps des grandes annonces polonaises au sujet des principaux appels d'offres (hélicoptères, bouclier antimissile...) n'était pas venu lors du Salon MSPO de Kielce. L'heure est plutôt à la nécessaire restructuration préalable de l'industrie de défense nationale, avec la création officielle du groupe PGZ (TTU n° 824). Ce dernier englobera 30 entreprises, emploiera 16 000 salariés pour un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros. Parmi les sociétés absorbées, celles du groupe PHO (ex-Bumar), dont Mesko (partenaire de MBDA), PCO, Bumar Labedy et Bumar Mikulczyce (partenaire de Renk France). Mais aussi Rosomak (ex-WZM), HSW (qui produit des blindés et automouvants de 155 mm), le fabricant de camions Jelcz et plusieurs ateliers de réparation (dont WZM-Motors). Une fois cette restructuration menée à bien, viendra donc le temps de la coopération internationale à travers d'importants appels d'offres, notamment le remplacement de 8 000 véhicules, dont les BRDM-2 et les jeeps Honker. Côté français, MSPO a été l'occasion pour le nouveau président du Gicat, Stefano Chmielewski, accompagné de membres de la direction (le général Epitalon et Francis Rodriguez), de faire sa première grande sortie à l'export, en accueillant lors d'un cocktail sur le pavillon France les grands industriels polonais pour faciliter les rencontres bilatérales.

BUNDESWEHR : UN ÉTAT DÉLABRÉ

Fin août, le magazine *Der Spiegel* a publié une enquête décapante sur l'état des équipements et armements de la Bundeswehr. Selon des documents internes, l'armée allemande est loin d'être à la hauteur des ambitions internationales affichées en début d'année par la ministre Ursula von der Leyen. Ainsi, seuls 8 des 109 Eurofighter sont en état de décoller à tout moment. La situation est identique pour les hélicoptères de transport CH-53 (7 opérationnels sur 67), les Transall C-160 (21 sur 56) ou encore les NH90 (5 sur 33). Selon le magazine, ces derniers seraient même surnommés la «reine des hangars» par les soldats. Selon les sources citées, cette situation concerne aussi, mais dans une moindre mesure, l'armée de Terre et la Marine. Là, le manque de personnel qualifié influe négativement sur le rythme de travail des soldats et/ou la maintenance des équipements. Le ministère n'a pas réagi à cette publication, qu'il n'a pas non plus démentie. «Le gouvernement n'a aucune envie d'ouvrir un débat sur le budget de l'armée», explique une personne proche du dossier et d'Angela Merkel, citée par le magazine, qui reprend également les dires de l'ex-ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer. Celui-ci se gausse des choix de l'actuel gouvernement, en expliquant que Vladimir Poutine ne devrait pas être très impressionné par la rigueur budgétaire et un budget fédéral équilibré. Ce week-end, le Commissaire parlementaire aux armées, Hellmut Königshaus, a, pour sa part, confirmé le niveau de délabrement de l'armement allemand : «C'est vrai, surtout pour l'armée de l'Air. Les systèmes d'armement sont péniblement maintenus en état», a-t-il précisé en demandant au gouvernement fédéral de mettre en adéquation le niveau des équipements et les ambitions diplomatiques du pays.

CONTRAT RUSSE POUR L'AVIATION INDIENNE

La société Beriev Aircraft Company devrait finaliser avant l'hiver prochain un contrat avec l'Inde portant sur la fourniture de deux avions A-50E (Mainstay en code Otan). On ignore, pour l'instant, si ces deux avions Awacs seront équipés également du système EL/W-2090 d'origine israélienne, à l'instar des trois autres A-50E/I déjà en service dans l'armée de l'air indienne, qui opèrent au sein du Squadron 50 depuis la base aérienne de Agra, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh.

► Livraison indonésienne

L'Indonésie a réceptionné ses premiers systèmes antiaériens à courte portée Skyshield 35 de l'allemand Rheinmetall Defence. Un contrat de 202 millions de dollars pour l'achat de six systèmes d'artillerie avait été signé par Jakarta début de 2013, suivi par un second de 48 millions de dollars, en février 2014, portant sur l'acquisition de deux systèmes supplémentaires. Le Skyshield est un système de défense aérienne à courte portée développé par la société suisse Oerlikon Contraves. Chaque batterie se compose de deux ou quatre canons de 35 mm d'une cadence de tir de 1 000 coups/minute, d'un système de contrôle de tir constitué d'une unité de capteur et d'un poste de commandement indépendant. Le Skyshield est conçu pour des missions de défense anti-aérienne traditionnelles, mais offre également une capacité antimissiles, avec notamment l'emploi d'une munition «AHEAD» (Advanced Hit Efficiency And Destruction) libérant jusqu'à 152 sous-projectiles à proximité de la cible. Le système peut également utiliser jusqu'à deux missiles surface-air, permettant d'élargir la bulle de défense antiaérienne.

► La naissance de Saab Kockums

Au terme de son rachat par Saab finalisé le 22 juillet, la société ThyssenKrupp Marine Systems AB a été renommée Saab Kockums et intègre la division Solutions de sécurité et de défense de son nouveau propriétaire. Le recrutement d'au moins 200 personnes supplémentaires est désormais prévu pour renforcer le petit millier d'employés répartis sur les sites de Karlskrona, Malmö et Muskö.

► Matériel espagnol à l'Ukraine

L'Espagne a décidé de fournir du matériel militaire à l'Ukraine. Des équipements de protection — 500 gilets pare-balles et 300 casques lourds — ont été acheminés par un avion de transport C295 de l'armée de l'air espagnole. Madrid a fourni à Kiev ce matériel à la demande du gouvernement ukrainien, à l'instar d'autres pays d'Europe centrale et de l'ouest, tout en évitant d'envoyer de l'armement offensif.

➤ Visite française en Iran

Patricia Adam, la présidente de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale française, se rend en Iran ce jeudi, à la tête d'une délégation d'entrepreneurs bretons. Elle y rencontre, par ailleurs, son homologue iranien.

Une visite largement relayée dans les médias locaux, qui ont annoncé simultanément sa venue et celle du Premier ministre britannique, David Cameron.

➤ L'art délicat de la manipulation

Le département presse des Gardiens de la révolution iraniens, le FARS, a

communiqué, fin août, sur le crash «d'un drone furtif israélien» qui aurait été abattu aux abords de la centrale nucléaire de Natanz. Ce drone a été identifié par le général pasdaran Amir Ali Hajizadeh comme étant un Hermes 450 fabriqué par Elbit. Si plusieurs blogs européens proches d'Israël se sont employés à démontrer que les débris du fuselage étaient proches de ceux d'un drone tactique azéri abattu en 2011 par la défense antiaérienne arménienne, aucune de ces deux versions ne résiste aux faits. Situé à plus de 700 km de la frontière azérie et à plus de 1 500 km de la frontière israélienne, le site de Natanz est hors de portée d'un drone tactique comme l'Hermes 450, y compris dans sa version longue endurance qui n'excède pas 500 km. Seul un drone Male de type Heron serait susceptible de réaliser ce genre de mission. Or, les clichés des débris diffusés par les Iraniens ne correspondent pas à cette plate-forme. En revanche le fuselage du drone iranien Shahed 129, qui est une copie conforme de l'Hermes 450, correspondrait tout à fait aux images produites par les Iraniens. D'où l'hypothèse avancée par certaines centrales de renseignement occidentales d'une manipulation montée par les pasdarans eux-mêmes à des fins de propagande interne.

➤ Relève navale russe

La marine russe poursuit son engagement dans la lutte anti-piraterie. Un nouveau détachement naval a débuté sa mission dans le golfe d'Aden. Le détachement, appartenant à la flotte de la Baltique, est composé de la frégate "Yaroslav Moudry" et du ravitailleur "Kola". Le "Moudry" possède des unités d'infanterie de marine préparées aux actions anti-piraterie. Pendant plusieurs mois, ce nouveau détachement va assurer la sécurité maritime au sein de la force internationale.

Les droits de l'Homme plus forts que l'emploi

La classe politique allemande a prolongé cet été le débat sur la politique allemande en matière d'exportations d'armes et d'orientation des politiques d'armement. A l'origine de la discussion, l'annonce faite en mai dernier par le ministre fédéral de l'Economie et chef du SPD, Sigmar Gabriel, qui veut appliquer ses promesses électorales et limiter les exportations d'armes. Déjà, le gouvernement a changé sa politique d'information sur la question. Les décisions jamais officielles du Conseil fédéral de sécurité, responsable des autorisations pour les contrats sensibles, seront désormais communiquées «peu de temps après» avoir été prises. Le gouvernement produira, par ailleurs, deux rapports détaillés par an sur la question. Selon les vœux de M. Gabriel, les grosses affaires réalisées avec des pays tiers devraient au plus vite redevenir l'exception. De même, les exportations dans les régions de crise devraient être suspendues. Ce changement de cap pose évidemment la question de l'avenir des industries de défense en Allemagne. Le 19 août dernier, le ministre a ainsi rencontré une vingtaine de présidents de comités d'entreprises et membres de conseils de surveillance d'entreprises allemandes du secteur. Alors que l'année dernière, les exportations d'armes allemandes se sont faites à plus de 50 % vers des pays tiers, ceux-ci sont évidemment inquiets pour l'emploi dans leur branche. Comme le ministre et le syndicat du secteur, l'IG Metall, ils ont néanmoins convenu que la politique d'exportation d'armes ne pouvait, en premier lieu, être conditionnée à des questions d'emploi. Les droits de l'Homme priment, ont-ils déclaré à l'unisson. N'empêche, si l'Allemagne veut conserver ses savoir-faire de base dans l'armement, ce que demandent de nombreux hommes politiques de droite comme de gauche, il faut trouver une solution. Les participants de la réunion du 19 août ont demandé une relance des commandes de la Bundeswehr. Un point sur lequel M. Gabriel veut s'entretenir tout spécialement avec les responsables de la Défense et des Finances. La voie d'une consolidation européenne, «particulièrement au niveau franco-allemand», a aussi été avancée tant par Sigmar Gabriel que par Volker Kauder, chef du groupe parlementaire conservateur. Les deux hommes ont cependant expliqué, chacun de leur côté, qu'une des conditions primordiales d'une consolidation européenne et/ou franco-allemande, serait une harmonisation «à un haut niveau» des critères d'exportations. Sous-entendu : il n'est pas question qu'une alliance franco-allemande, comme celle possible entre Nexter et KMW par exemple, conduise l'Allemagne à assouplir ses règles en vendant via la France ce qu'elle ne pourrait pas vendre directement. Dans l'attente de faits et d'actions de la part du ministre, ces considérations restent encore très théoriques. Ironie du sort, une large majorité de députés a soutenu, lundi dernier, la décision exceptionnelle du conseil fédéral des ministres de livrer des armes (fusils, vestes pare-balles, systèmes antichars, etc.) aux Kurdes irakiens, soit dans un pays tiers et une région en plein conflit.

TTU Monde Arabe - Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques - Editée par la Sarl Certes au capital de 40 155 €

Siège social - 25, rue du Louvre - 75001 Paris - Tél : 01 40 26 03 03 - Fax : 01 40 26 18 59 - Email : ttuma@orange.fr - www.ttu.fr

Directeur de publication : Guy Perrimond - Rédacteur en chef : Rashid Saeed Yagoub

Numéro de commission paritaire 1115 | 87459 - ISSN 1270 - 3478 - Imprimerie : Certes - © Certes 2014 - Reproduction interdite

Prix au numéro : 40 € - Abonnement annuel 44 numéros France : 1 090 € - Etranger 1 320 €

Toute reproduction totale ou partielle de TTU et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.